



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 3

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Burundi pour 2023

Document d'action Programme de promotion de la culture démocratique et renforcement de l'état de droit

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme de promotion de la culture démocratique et renforcement de l'état de droit Numéro CRIS/référence opérationnelle OPSYS: ACT-62024 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non. Les deux Initiatives 'Equipe Europe' en cours au Burundi concernent le secteur de la santé et de l'énergie, en appui de la Stratégie « Global Gateway ». Néanmoins, une approche 'Equipe Europe' a été adoptée dans la conception de cette proposition, qui fait partie intégrante du premier objectif global issu de la Vision Conjointe 2019-2022 « Développement local intégré ». Ce programme sera complété et financé en parallèle par les Pays Bas et la Suisse.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée en République du Burundi sur tout le territoire.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel pour la République du Burundi pour la période 2021-2027 ¹ .
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	L'Action s'inscrit sous l'Objectif spécifique OS 3.1 du PIP Burundi 2021-2027 : 3.1.1. « <i>L'État de droit et la gouvernance démocratique et la cohésion sociale s'améliorent</i> » et les résultats escomptés ; 3.1.2 « <i>Le dialogue entre les acteurs de la société civile (y inclus les acteurs politiques) et les autorités dans le cadre du processus démocratique, est renforcé</i> » et ;

¹ [mip-2021-c2021-9995-burundi-annex_fr.pdf \(europa.eu\)](#)

	3.1.3 «Les capacités des médias à contribuer au développement d'un environnement libre, pluraliste, indépendant et propice à la réconciliation nationale sont renforcées»			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Code DAC: 151 Gouvernement & Société Civile – général			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal (1 uniquement):</p> <p>ODD 16 Promouvoir la paix, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes.</p> <p>Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles:</p> <p>ODD 5 parvenir à l'égalité des sexes en rendant les femmes et les filles plus autonomes.</p>			
8 a) Code (s) CAD	<p>15150 - Participation démocratique et société civile – 50%</p> <p>15151 - Elections – 20%</p> <p>15152 - Assemblées législatives et partis politiques- 15%</p> <p>15153 -Médias et liberté de l'information – 15%</p>			
8 b) Principal canal de distribution @	Organisations non gouvernementales (ONG) et Société Civile - 21000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): 14.020121 Coût total estimé: 5 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 5 000 000 EUR Cette action est cofinancée en parallèle par: - L'Ambassade des Pays Bas pour un montant d'environ 3 500 000 EUR - Le bureau de coopération suisse pour un montant d'environ 500 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion directe par : - Subventions			

1.2 Résumé de l'Action

Le Burundi a connu un passé de conflits cycliques. Il a souffert d'une situation socio-politique très instable et, surtout depuis 2015, d'un recul en matière de culture démocratique. Si le processus électoral burundais de 2020 a pu se tenir sans incidents majeurs et a engendré certains changements au sein du personnel politique, notamment

parmi les leaders de la majorité présidentielle, il n'a cependant pas permis un véritable renforcement démocratique. Dans ce contexte, les logiques et équilibres issus des « élections manquées » de 2015 n'ont pas été bouleversés en 2020. Le parti en situation de majorité politique demeure dominant à travers tout le pays. L'actuelle équipe dirigeante, sous l'impulsion du nouveau Chef d'État, a entrepris un début d'ouverture vers la communauté internationale et vers la démocratisation. Cette ouverture se manifeste dans la lutte contre la corruption, par rapport au monde médiatique (notamment vis-à-vis des médias suspendus en 2015) ou encore envers les acteurs politiques de l'opposition. Néanmoins, l'espace politique demeure restreint et le plein exercice des principes démocratiques et des libertés fondamentales reste un défi.

Dans ce contexte, il est opportun d'investir dans le renforcement des acteurs constructifs, y compris les organisations de la société civile, les médias, et même la classe politique, afin d'éviter tout risque de retour aux tendances autoritaires du passé et d'accompagner le processus de démocratisation. Soutenir la société civile comme acteur de la vie démocratique et dans son rôle de veille et de plaidoyer contribuera au renforcement de l'État de droit et des principes fondamentaux de la démocratie au Burundi.

Plus précisément, l'objectif général de l'action est de renforcer la gouvernance démocratique pour des élections crédibles, transparentes, inclusives et apaisées. Pour cela, le programme contribuera à informer et responsabiliser les citoyens burundais, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes, et à appuyer la société civile dans son rôle d'information et de sensibilisation au cours du processus électoral, notamment pour favoriser la participation des femmes et des jeunes pour cette échéance. L'action contribuera à répondre aux besoins des organismes clés du processus électoral: la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le Conseil national de la Communication (CNC), la Cour suprême, l'Ombudsman, la Commission nationale indépendante pour les droits de l'homme (CNIDH). L'action accompagnera également les partis politiques dans leur intention de devenir plus crédibles, mieux structurés, inclusifs, redevables et responsabilisés.

En cohérence avec les priorités nationales en matière de gouvernance, l'action s'appuiera sur – et complètera – le soutien apporté par l'Union européenne lors de l'élection présidentielle de 2020 et sera complémentaire aux programmes de l'Union européenne de lutte contre l'impunité et de renforcement de la gouvernance économique. La prévention des conflits est aussi ciblée, notamment au moyen d'activités visant à lutter contre la désinformation, les discours de haine, à promouvoir l'accès à l'information, la liberté d'expression, notamment via un appui aux médias.

Les résultats suivants sont attendus au terme du projet: le processus électoral est mieux préparé et organisé par les organes chargés de la gestion des élections; les éventuelles tensions sont désamorcées, les droits de l'homme et le dialogue politique sont respectés et favorisent le déroulement d'un processus électoral apaisé; les citoyens, dont les jeunes et les femmes, participent de manière plus effective au processus électoral.

Le projet privilégiera une approche basée sur un appui large et à plus long terme aux différentes parties prenantes, afin de renforcer (i) la culture démocratique par la promotion des principes internationaux de la bonne gouvernance, y compris en matière électorale; (ii) la participation et la confiance du public, en particulier les jeunes et les femmes, dans les processus démocratiques; (iii) le secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste et indépendant en général, y compris en période d'élections. La logique d'intervention est surtout axée sur les citoyens, la société civile, les médias, et les représentants des partis politiques en tant qu'acteurs actifs d'une démocratie à consolider.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Burundi est un pays enclavé d'Afrique de l'Est fort d'une population d'environ 12.2 millions d'habitants dont environ 50.6 % sont des jeunes de moins de 15 ans. Le pays est membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Il est classé parmi les trois pays les plus pauvres au monde. Selon la Banque mondiale, 75% de la population vit sous le seuil de pauvreté. On estime que 80% de la population travaille dans le secteur agricole, celui-ci étant très peu performant.

Le PIB par habitant est de 288 USD², ce qui fait du Burundi un des pays les plus pauvres du continent africain mais aussi un des plus vulnérables. Plus de deux tiers de la population vit en-dessous du seuil de la pauvreté. La majorité des habitants souffrent de malnutrition.

Le Burundi est l'un des pays à plus haute densité de population avec un ratio de densité de 442hab/km² (projection démographique 2020) et est caractérisé par une croissance démographique importante, ce qui représente un frein à son développement économique alors que les jeunes en milieu rural sont particulièrement touchés par le chômage.

La fragilité du pays et son instabilité politique ont été alimentées par des années de conflits armés particulièrement violents. Ces dernières années, les problèmes politiques que traverse le pays sont aggravés par des conflits liés à l'accès à la propriété foncière mais aussi par le manque de devises alors que les opérateurs économiques et les entreprises ne trouvent plus les devises dont elles ont besoin pour payer les fournisseurs des matières premières et des équipements.

Le Plan National de Développement 2018-2027³

C'est dans ce contexte que le Burundi a lancé en août 2018 le Plan national de développement 2018-2027 (PND) et son plan quinquennal d'actions prioritaires. Malgré ses faiblesses, entre autres des prévisions de croissance trop ambitieuses et l'absence d'une analyse des risques, le PND est le principal document de référence pour les partenaires techniques et financiers (PTF) en matière de stratégie de développement du pays. À travers le PND 2018-2027, le pays se donne pour ambition de lutter contre la corruption, d'améliorer la gouvernance locale, les droits humains et de consolider la démocratie. Parmi les axes d'intervention et objectifs pour l'orientation stratégique du PND, cette action s'inscrit à la fois sous l'axe 13 « Gouvernance » et l'axe 14 « Sécurité et défense ».

Gouvernance démocratique

Dans le secteur de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme, le Burundi a traversé une situation très difficile après les élections de 2015 rejetées massivement par l'opposition et la société civile. Ces élections avaient permis au feu président Pierre Nkurunziza d'être réélu pour un troisième mandat avec plus de 69% des voix. Tenues dans un climat politique tendu, les élections de 2015 avaient connu un recul des libertés publiques, plongeant le pays dans une spirale de violences politiques souvent exercées par les forces de défense et de sécurité ou par des jeunes militants liés au Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie (CNDD –FDD), les *Imbonerakure*. Ces événements avaient été suivis d'une tentative avortée de coup d'État de la part d'une partie de l'armée, et d'une vive remontée des tensions inter-ethniques au Burundi. Des dizaines de milliers de ressortissants Burundais ont été poussés à l'exil, dont un nombre important de journalistes, d'intellectuels, de membres des partis politiques de l'opposition et de leaders de la société civile.

Cette situation dramatique a contraint l'Union européenne à prendre les mesures appropriées, en mars 2016, à l'encontre de son partenariat avec le Burundi, en vertu de l'Article 96 de l'Accord de Cotonou, suspendant ainsi l'aide financière directe à l'administration et aux institutions burundaises. Ces mesures ont durement pénalisé le pays alors que l'UE était le principal partenaire du Burundi. Avant la crise de 2015, les partenaires apportaient des appuis budgétaires à la hauteur de 52% du budget. Le désistement des bailleurs est intervenu au moment où le pays plongeait dans une grave crise économique. Le 17 mai 2018, un référendum constitutionnel était organisé et une nouvelle constitution adoptée, créant un poste de Premier ministre et adoptant le septennat pour le mandat du président de la République, désormais renouvelable une seule fois de manière consécutive. La fidélité à l'Accord d'Arusha reste affirmé dans le préambule de la Constitution de 2018. Néanmoins, des provisions essentielles de l'Accord sont rendues caduques. Notamment, l'Accord interdisait à un président le maintien au pouvoir pour plus de dix ans. De même, il est mis fin au système des deux vice-présidences réparties entre les communautés hutu et tutsi, un seul vice-président restant désormais, avec des attributions restreintes.

Pierre Nkurunziza décide de ne pas se présenter aux élections de mai 2020. C'est l'un de ses proches, le général Évariste Ndayishimiye, membre du CNDD-FDD, qui est élu Président de la République du Burundi. Quelques jours plus tard, l'ancien Président Pierre Nkurunziza décède.

En février 2022, après 5 ans d'isolement politique et diplomatique, les mesures appropriées de l'Article 96 sont levées par l'UE, ouvrant ainsi un nouveau chapitre des relations entre l'UE et le Burundi. Cette décision est prise sur la base de la reprise du dialogue politique et des améliorations qui ont été perçues dans le domaine de la gouvernance démocratique et des droits humains, notamment après les élections de mars 2020, démontrant des

² Rapport sur le Burundi de la Banque mondiale, septembre 2022: <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burundi/overview>

³ presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2018/08/PND-Burundi-2018-2027-Version-Finale.pdf

progrès dans leur organisation par rapport à celles de 2015 et surtout moins violentes. La sortie de l'article 96 a donc permis à l'UE de normaliser sa coopération avec l'administration burundaise.

Selon la plupart des observateurs des affaires publiques, l'administration menée par le président Évariste Ndayishimiye mène une politique plus pragmatique et ouverte que son prédécesseur. Si la violence politique diminue et si les violations des droits humains sont poursuivies en justice, le Burundi est donc en voie de rétablir progressivement la confiance des pays partenaires. C'est dans ce contexte que l'UE au Burundi souhaite mettre en œuvre son prochain programme d'appui à la gouvernance démocratique 2023 – 2027.

2.2 Analyse des problèmes

La consolidation de la paix au Burundi reste minée par des poches de vulnérabilité caractérisées par (i) un processus de réconciliation encore à consolider, (ii) un cadre de dialogue gouvernement/partis d'opposition à établir de façon fonctionnelle, et (iii) une participation des OSC, des femmes et des jeunes à tous les niveaux du processus démocratique à dynamiser.

Fermeture de l'espace démocratique et manque d'indépendance du pouvoir judiciaire

À partir de 2005, l'engagement du Burundi sur la voie de la consolidation de la paix et de la démocratisation a engendré une forte expansion de la société civile. Les organisations de la société civile qui étaient comptées à 590 en 2000 sont passées à 2571 en 2006, une année après les élections de 2005. Durant la période de 2005 à 2015, la société civile burundaise était d'ailleurs considérée comme la plus dynamique de la région des Grands-Lacs. En 2015, suite au rôle joué par certaines organisations de la société civile dans la contestation du nouveau mandat du Président Pierre Nkurunziza, leurs rapports avec le leadership politique ont pris une nouvelle tournure se traduisant par des mesures drastiques qui ont affecté d'une manière décisive la qualité de l'espace civique. Depuis 2015, la mise en place de lois imposant aux organisations de la société civile divers contrôles⁴ de la part de l'administration a eu pour effet de réduire leur marge d'action et d'initiative. Parmi les mesures souvent interprétées comme significativement contraignantes pour l'activité des organisations de la société civile, le visa statistique et l'avis éthique institués par décret du 31 octobre 2013 sont ressentis comme difficiles.

Avec les manifestations de 2015 contre le troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza, les actes de violences à l'encontre des organisations de la société civile et des activistes pro-démocratie se sont intensifiés. Selon les observateurs des droits humains, la Police Nationale et le Service National de Renseignement ont été instrumentalisés pour faire taire les voix dissonantes et réduire d'une manière significative l'espace civique. Dans la nuit du 13 au 14 mai 2015, des membres des forces de l'ordre avec l'appui d'Imbunerakure ont incendié et vandalisé les infrastructures des principaux médias privés (Radio Publique Africaine, Radio Bonesha FM, Radio Isanganiro) dans le sillage de la tentative du putsch du 13 mai. Ce détournement du monopole public de l'exercice de la force a porté un coup dur à l'espace civique. En effet, les médias ciblés par ces persécutions constituaient les principaux moyens d'expression des activistes pro-démocratie. Ils garantissaient la diversité d'information au sein d'un espace médiatique sous forte pression. Les journalistes concernés se sont plaints du harcèlement judiciaire à leur endroit. Au Burundi, le pouvoir judiciaire ne bénéficie pas toujours du niveau d'indépendance suffisant pour exclure tout risque d'instrumentalisation. Le Conseil Supérieur de la Magistrature est présidé par le président de la République qui nomme aux plus hautes fonctions de cette institution. Par ailleurs, les magistrats vivent dans des conditions financières qui les exposent à des actes de corruption. Cette situation a un impact certain sur la qualité de l'espace démocratique du Burundi.

Cadre électoral au Burundi

Le cadre juridique qui a régi les élections de 2020 était constitué de plusieurs instruments internationaux et régionaux ainsi que de différents textes de loi nationaux. En effet, en plus de la Constitution et du Code électoral,

⁴ Ainsi, la loi n°1/02 du 27 janvier 2017 portant cadre organique des associations sans but lucratif est venue remplacer le décret-loi n°1/11 du 18 avril 1992, un texte assez libéral en la matière. Elle permet à l'Etat de limiter, de suspendre ou d'arrêter définitivement leurs activités à travers des mesures qu'elle instaure en rapport avec leur enregistrement, la formation des coalitions, le contrôle de leurs finances, la gestion de leurs ressources humaines, les modalités de rapportage, la mise en place d'un cadre de concertation sous le contrôle de l'Etat, etc. Le 1er octobre 2018, une mesure de suspension a également frappé pendant trois mois les ONGE les obligeant de se conformer à la loi susmentionnée. La pomme de discorde était notamment le respect des quotas ethniques (60% pour les Hutu et 40 % pour les Tutsi) au niveau du personnel des ONGE. La soumission des ONGE à des conditions drastiques a un impact direct sur les organisations locales dans la mesure où la plupart bénéficient d'elles des appuis financiers et autres.

il faut ajouter de très nombreux textes et articles, dispersés notamment dans le Code pénal, la loi sur les partis politiques, la loi sur la Cour constitutionnelle (CC), la loi sur le Conseil national de la communication (CNC), la loi sur la presse, la loi sur l'ordre judiciaire, les lois sur les administrations publique et communale ou encore dans des décrets, arrêtés et décisions. Ainsi, 21 références juridiques principales ont été recensées, complétées par des dizaines d'arrêtés et de décisions issus de toutes les institutions impliquées dans le processus électoral. Cette multiplicité de textes, en plus de produire certains dysfonctionnements tout au long du processus, crée une complexité du droit électoral favorisant une insécurité juridique à la fois pour les électeurs mais aussi pour les candidats. Néanmoins, et même s'il est encore perfectible⁵, le cadre juridique fournit, s'il est respecté, une base suffisante pour la tenue d'élections démocratiques, relativement en cohérence avec les normes et obligations régionales et internationales auxquelles la République du Burundi a souscrit. Quatre institutions, en plus de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), ont (directement ou indirectement) des compétences en matière électorale:

1. La Cour constitutionnelle, qui traite notamment du contentieux des élections nationales et des référendums puis en proclame les résultats.
2. La Cour suprême, qui, via ses prérogatives en matière de contrôle de l'application de la loi par les cours et tribunaux mais aussi de contrôle administratif, est notamment compétente pour le contentieux portant sur les partis politiques et les élections locales.
3. Le Conseil national de la communication, qui veille à l'égal accès de tous les candidats aux médias de l'État.
4. L'Ombudsman, qui reçoit les plaintes et mène des enquêtes concernant les fautes de gestion et les violations des droits des citoyens commises par des agents de la fonction publique et du judiciaire.

Parmi les 12 domaines d'évaluation du processus électoral burundais de 2020, seuls deux d'entre eux ont satisfait, en partie, aux normes et obligations régionales/internationales en matière d'élections démocratiques. Il s'agit du cadre juridique national et de la liberté de faire campagne. Les 10 autres domaines ont été évalués comme insuffisants par les observateurs et experts électoraux. Parmi les domaines offrant d'importantes marges de progression, il convient de retenir : i) le respect des droits civils et politiques ; ii) l'inclusivité des élections ; iii) l'indépendance de l'administration électorale et du judiciaire ; iv) la liberté de la presse et le pluralisme ; v) la transparence dans les opérations de vote et d'établissement des résultats ; vi) la facilitations des opérations de surveillance et d'observation électorales.

Capacités des partis politiques

Au Burundi, les partis politiques demeurent d'une manière générale désinstitutionnalisés. Ils peinent à émerger comme de véritables institutions qui peuvent survivre aux hommes et aux femmes qui les animent. Ils sont très liés aux personnalités politiques qui développent leurs visions et leurs programmes. Ces derniers ne sont pas nécessairement orientés vers la consolidation de la paix et de la démocratie. Parfois, certaines individualités politiques conçoivent leur engagement comme une opportunité et deviennent ainsi perméables aux sollicitations mêmes contraires aux objectifs initiaux de leurs partis. Par ailleurs, le manque du professionnalisme au sein des partis se pose en termes de l'absence de planification. Les partis politiques ont du mal à élaborer des projets de sociétés qui cadrent avec les réalités du pays et qui sont de nature à générer des programmes politiques solides. En l'absence d'approche programmatique, le passage sous le contrôle d'un leadership enclin à réduire l'espace démocratique devient facile.

Ces dysfonctionnements ne doivent pas occulter le rôle positif de certains acteurs politiques dans la défense de l'espace démocratique. Actuellement, l'espace politique du Burundi est dominé par deux partis politiques à savoir le CNDD-FDD et le CNL. Ces partis, tous anciens mouvements rebelles, font face à un réel défi de se constituer en partis politiques gérés selon une logique programmatique. Le CNDD-FDD continue d'évoluer sous la houlette d'un groupe d'officiers supérieurs, anciens combattants qui sont appelés à s'ouvrir davantage aux valeurs de dialogue, de débat contradictoire, et de gestion transparente et de prise de décision inclusive (notamment vis-à-vis des jeunes, des femmes et des groupes minoritaires). L'héritage militaire n'est pas sans impact sur la qualité de l'espace démocratique d'autant plus que c'est le parti majoritaire qui a l'opportunité d'ouvrir l'espace politique et de dynamiser le processus de démocratisation. Quant au CNL, il s'agit d'un parti qui reste sous l'emprise de la personnalité de son leader et qui a du mal à adopter des pratiques de gestion et de prise de décisions, dépersonnalisées et pérennes au-delà de la survie de son leader. Les responsables des différentes formations

⁵ Le Code électoral renferme d'importantes lacunes.

politiques soulignent la nécessité d'améliorer l'encadrement des jeunes à travers des séances de formation sur les fondamentaux de la démocratie.

Transparence limitée des élections de 2020 et faible communication de la part de la Commission Électorale Nationale Indépendante

Les élections présidentielle, législatives, communales, sénatoriales et collinaires de 2020 auraient pu offrir aux parties prenantes une compétition plus équitable et transparente. Treize forces politiques étaient en compétition pour les élections des députés et des conseillers communaux en 2020. Il s'agissait de 11 partis politiques (APDR, CDP, CNDD-FDD, CNL, FNL, FPN-Imboneza, FRODEBU-Nyakuri, Sangwe-PADER, Sahwanya-FRODEBU, UPD-Zigamibanga, UPRONA) et 2 coalitions de partis politiques (COPA, Kira-Burundi). La campagne électorale a été largement dominée par la majorité sortante, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), et la première force d'opposition, le Congrès National pour la Liberté (CNL). Les deux partis politiques issus des anciens mouvements rebelles ont dominé l'espace politique électoral. Ils sont parvenus à mobiliser de nombreux militants autour de thématiques qui reflétaient des enjeux davantage électoralistes que programmatiques. Leurs discours croisés et ancrés plus dans les slogans que dans le réalisme, tournaient d'un côté autour de la défense d'un bilan fondé essentiellement sur le souverainisme, la lutte contre l'impérialisme et les ennemis du pays et, de l'autre côté, autour de la volonté d'un changement fondé sur la lutte contre la dilapidation des deniers publics et la protection des droits de l'Homme et libertés.

Un meilleur taux d'accréditation d'observateurs nationaux et internationaux aurait contribué à améliorer la qualité des élections du 20 mai 2020.

D'un côté, la capacité du Burundi à financer seul son processus électoral, sans soutien des bailleurs de fonds traditionnels, est une performance à saluer et encourager. D'un autre côté, la prédominance du parti politique majoritaire sortant et de ses relais dans les organes de l'administration électorale n'ont pas transmis un message d'équité et de transparence au niveau du traitement des résultats. Davantage de transparence dans le traitement et la remontée des résultats des élections de 2020 aurait généré davantage de confiance de la part des citoyens et des citoyennes envers le processus électoral et la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Cette dernière a proclamé des résultats contradictoires et, selon de nombreux observateurs et acteurs, qui ne reflétaient pas toujours le verdict des urnes. Près de 300 000 citoyens⁶ n'ont pas pu exercer leur droit de vote en raison de leur situation de réfugiés dans les pays voisins à la suite de la crise politico-sécuritaire de 2015. En effet, la CENI a continué à utiliser le fichier électoral utilisé au cours du référendum de mai 2018, alors que des responsables de partis politiques réclamaient un nouveau fichier électoral tenant compte de nouvelles réalités telles que le nombre de citoyens ayant atteint la majorité électorale après le référendum et celui des rapatriés.

Participation des femmes, jeunes et personnes vivant avec handicap

Bien que la Constitution (Article 129) impose un quota minimum de 30 % pour la représentation des femmes au sein du gouvernement et de l'Assemblée nationale (article 164) et que l'article 143 prévoie que la fonction publique doit être représentative de la population, notamment pour ce qui est des femmes, l'intégration des femmes et des jeunes dans la vie politique et dans l'administration demeure faible du fait des inégalités de genre subsistant dans la société burundaise. La culture burundaise, qui se caractérise par une forte domination masculine renforcée par un discours religieux prégnant, continue ainsi à valoriser un cantonnement des femmes aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants, et une faible participation à la sphère publique, expliquant que les femmes soient très peu représentées si ce n'est pas garanti par la loi. Ainsi les quotas ne sont pas garantis pour le niveau collinaire, expliquant que les taux de représentation des femmes y soient très faibles. Il convient de mettre en exergue le fait que les jeunes filles et femmes sont très faiblement représentées dans les partis politiques. Pour des raisons culturelles trop souvent les femmes n'osent pas s'engager dans la politique. Cela s'explique par la dépendance économique vis-à-vis de l'homme, le rôle social de la femme, et les préjugés d'ordre socioculturel.

Quant à la participation des femmes à la vie publique, l'administration publique compte relativement peu de femmes en son sein à des postes de responsabilités. La représentation au niveau ministériel s'est néanmoins améliorée avec le gouvernement actuel qui rassemble 5 femmes sur 15 ministres⁷. Des quotas paritaires être

⁶ ONU, Rapport final détaillé de la Commission d'enquête sur le Burundi, 2017, p. 31

⁷ Les mandats depuis 2020: femmes ministres 5 sur 15 ministres (soit 33%); femmes députées 46 sur 119 (soit 38%); femmes sénatrices 16 (soit 41% de femmes), <https://www.senat.bi/liste-des-senateurs/>

instaaurés dans la vie politique et administrative burundaise pourraient être une solution afin que les inégalités de genre puissent progressivement s'effacer. Quant aux personnes vivant avec un handicap, elles ne sont pas représentées dans les postes de prise de décision.

L'action devra donc contribuer et remédier au: 1) manque ou l'insuffisance d'information et de compréhension des procédures et du processus électoral et de la culture démocratique; 2) peu de confiance et de soutien qui sont accordés par les partis politiques aux femmes et personnes vivant avec handicap; 3) poids de la culture et de la tradition qui pèse sur les femmes et les personnes vivant avec handicap. De plus, les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec handicap, très touchés par les crises récurrentes qu'a connues le pays, ont accumulé d'importantes lacunes en matière d'éducation et d'emploi. Leur vulnérabilité s'est accrue et leur instrumentalisation dans le jeu de concurrence entre intérêts politiques n'est pas rare. Conscients de cette vulnérabilité, certains acteurs politiques ont tendance à attiser voire favoriser des phénomènes de violence et tensions sociales, surtout pendant la période électorale.

Le respect du cadre juridique national et international des élections mais aussi de la feuille de route du dialogue politique entre l'Union européenne et le Burundi constituent les fondements pour l'encadrement des opérations électorales.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les partenaires dans la mise en œuvre de ce programme seront les suivants:

- Le citoyens burundais, considérés de façon inclusive;
- Les Organisations de la société civile (organisations féminines, organisations des jeunes (y compris le Conseil d'Ecoute des Jeunes de la Délégation de l'Union européenne au Burundi), organisations des personnes vivant avec handicap, organisations pour la protection des droits des Batwa, etc.);
- Les partis politiques;
- Le Ministère de l'Intérieur;
- Le Ministère des Finances;
- Le Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias;
- Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la personne humaine et du Genre;
- Commission électorale nationale indépendante (CENI): organe en charge de préparer, organiser, gérer et contrôler tout le processus électoral au Burundi et de gérer le contentieux des élections locales;
- Commissions electorales provinciales indépendantes (CEPI);
- Commission nationale indépendante pour les Droits de l'Homme;
- Conseil national de la communication: organe de régulation des médias au Burundi;
- Ombudsman;
- Cour constitutionnelle et Cour suprême;
- L'association nationale des Communes du Burundi (ACO-Burundi)
- L'association burundaise des élus locaux (ABELO-Burundi)
- Les autorités locales.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de renforcer «la gouvernance démocratique et la cohésion sociale pour des élections crédibles et apaisées ».

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

1. Accroître la participation citoyenne, en particulier celle des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec handicap, dans le suivi du processus électoral, et aux processus démocratiques et politiques.
2. Renforcer les capacités institutionnelles des organes de gestion des élections pour l'amélioration de la qualité de l'organisation des élections au regard des standards internationaux.
3. Appuyer les partis politiques afin qu'ils soient mieux structurés, plus redevables, inclusifs et responsabilisés.

4. Renforcer les capacités des médias pour assurer une couverture équilibrée et impartiale des élections et une participation équitable au processus électoral de tous les candidats et partis politiques.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

- 1.1 Les capacités des OSC et en particulier les organisations des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec handicap et des déplacés internes (IDP) et retournés, sont renforcées pour une participation plus active aux processus démocratiques et politiques.
- 1.2 La confiance de l'opinion publique burundaise dans les processus électoraux et démocratiques est renforcée, notamment au moyen de l'observation électorale nationale.
- 1.3 La prévention et la gestion des conflits électoraux est appuyée.
- 2.1 Les capacités de la CENI sont renforcées grâce à une assistance technique accompagnant la conduite d'opérations électorales de façon impartiale, indépendante, professionnalisée et continue tout le long du cycle électoral.
- 2.2 La CNIDH est formée aux enjeux techniques d'un processus électoral et elle est mieux outillée pour remplir son rôle d'enquête, d'étude et de monitoring des droits de l'homme et de l'égalité de genre, dans le cadre du processus électoral.
- 3.1 La participation des partis politiques, avec un focus sur les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec handicap, dans la gouvernance démocratique au Burundi sont renforcées.
- 4.1 Les capacités du secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste et indépendant, y compris en période d'élections, sont renforcées.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 *Les capacités des OSC et en particulier les organisations des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec handicap et des déplacés internes (IDP) et retournés, sont renforcées pour une participation plus active aux processus démocratiques et politiques.*

- Organiser ateliers et débats citoyens autour de la promotion de l'éducation civique et de la sensibilisation électorale en vue d'un engagement actif et apaisé des citoyens, des femmes, des jeunes et des rapatriés, dans le processus électoral;
- Renforcer les capacités techniques des OSC et des associations des élus locaux dans l'appui à la participation citoyenne dans le processus électoral.
- En collaboration avec le Conseil d'Ecoute des Jeunes de la Délégation de l'Union européenne au Burundi, créer des forums locaux des femmes et des jeunes leaders;
- Mettre en place des comités locaux d'éducation civique, de sensibilisation électorale et de prévention des conflits électoraux;
- Renforcer le niveau d'information des citoyens sur les enjeux électoraux et de gouvernance.

Activités liées au produit 1.2 *La confiance de l'opinion publique burundaise dans les processus électoraux et démocratiques, y compris en contribuant à prévenir la fraude, est renforcée.*

- Appuyer l'observation électorale citoyenne et la participation des femmes et des jeunes dans les missions d'observation citoyenne des élections.
- Appuyer les organisations de la société civile (OSC), y compris les organisations et mouvements pour les droits des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec handicap, afin de mener un plaidoyer argumenté et constructif pour des réformes électorales
- Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des acteurs et actrices de la société civile confessionnelle et non confessionnelle afin de leur permettre d'observer et d'analyser avec professionnalisme, et de préférence en synergie, l'ensemble des aspects du processus électoral à travers tout le territoire national.

Activités liées au produit 1.3 *La prévention et la gestion des conflits électoraux est appuyée.*

- Développer le dialogue entre citoyen.ne.s et gouvernants à travers des cadres de concertation élargis (OSC, acteurs politiques, chercheurs, médias)
- Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des acteurs et actrices de la société civile confessionnelle et non confessionnelle afin de leur permettre d'observer et d'analyser avec professionnalisme, et de préférence en synergie, l'ensemble des aspects du processus électoral à travers tout le territoire national;
- Appuyer la mise en place de comités locaux de médiation des conflits électoraux, en coordination avec les observateurs électoraux.

Activités liées au produit 2.1 *Les capacités de la CENI sont renforcées grâce à une assistance technique accompagnant la conduite d'opérations électorales de façon impartiale, indépendante, professionnalisée et continue tout le long du cycle électoral.*

- Appuyer les différentes directions de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dans la mise en oeuvre du plan stratégique puis dans l'organisation des scrutins ;
- Appuyer la CENI dans la définition de sa stratégie « des minorités » dans le processus électoral et dans sa stratégie « genre»;
- Renforcer des capacités de la CENI ainsi que ses antennes dans l'utilisation et l'opérationnalisation des technologies électorales choisies par le Burundi à toutes les étapes du processus électoral (enregistrement des électeurs et des candidats, opérations de vote, transmission des résultats, etc.);
- Renforcement des synergies, de l'échange d'informations et de la coordination entre les différentes actions menées par la CENI, les parties prenantes et les partenaires techniques et financiers (sensibilisation électorale, éducation civique, cadres de concertation, observation électorale, etc.);
- Appui à la CENI en vue de la formation de ces cadres permanents et agents de court-terme.

Activités liées au produit 2.2 *La CNIDH est formée aux enjeux techniques d'un processus électoral et elle est mieux outillée pour remplir son rôle d'enquête, d'étude et de monitoring des droits de l'homme et de l'égalité de genre, dans le cadre du processus électoral*

- Renforcer les capacités techniques des membres de la CNIDH sur les questions liées aux enjeux électoraux;
- Appuyer les missions d'observation de la CNIDH du processus électoral;

Activités liées au produit 3.1 *La participation des partis politiques, avec un focus sur les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec handicap, dans la gouvernance démocratique au Burundi sont renforcées*

- Sensibiliser les partis politiques quant aux engagements internationaux du Gouvernement du Burundi, notamment en matière de droits humains, d'élections démocratiques, des questions de genre, etc.;
- Sensibiliser les partis politiques quant à l'implication des groupes marginalisés, notamment les femmes et les jeunes, dans la vie interne aux partis ainsi qu'à la participation active aux scrutins;
- Renforcer les capacités des acteurs politiques à élaborer des programmes et des messages à destination des citoyens burundais en période électorale.
- Organiser des ateliers destinés aux acteurs politiques sur le renforcement des capacités pour appuyer le caractère inclusif du processus électoral / participation des femmes, participation des jeunes;

Activités liées au produit 4.1 *Les capacités du secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste et indépendant, y compris en période d'élections, sont renforcées.*

- Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des media en vue des élections de 2025;
- Elaborer le manuel du journaliste Burundais et des grands principes de déontologie (inclus les aspects genre et droits humains) avec un focus particulier sur la période électorale, organisation d'ateliers sur les principes déontologiques pour les journalistes qui diffusent les informations sur les réseaux sociaux.
- Organiser des ateliers pour les médias et professionnels de l'informations pour les doter des outils et connaissances pour couvrir des informations sensibles au genre et aux jeunes.

- Renforcer les capacités des médias (journalistes, blogueurs et « communicateurs ») afin qu'ils s'organisent de manière professionnelle, indépendante et crédible lors de la couverture des élections, y compris avec la mise en place d'un système d'identification et de démenti des « fake news » et d'une association de journalistes.
- Appuyer le CNC dans sa mission de suivi des media traditionnels, électroniques et réseaux sociaux tout au long du processus électoral.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Le criblage EES a conclu qu'aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action visera l'intégration des questions concernant l'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation des femmes et des filles dans la mise en oeuvre de ses activités sur la base des orientations contenues dans le Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) — 2021-2025⁸ et sa déclinaison burundaise, le CLIP. Les femmes ont, en effet, un rôle essentiel à jouer dans la consolidation de la paix, l'assise du système de gouvernance démocratique et dans l'aboutissement harmonieux de ce processus électoral. Cependant, des obstacles d'ordre politique et culturel rendent leur participation au processus plus difficile. Une fois élues ou nommées, les femmes ne disposent pas nécessairement des connaissances et compétences nécessaires à l'exercice de leurs devoirs politiques et pour influencer l'élaboration des politiques et des projets de société ainsi que la prise de décision. Il y a également de faibles liens internes entre les femmes élues et les femmes à la base ainsi qu'une faible implication des femmes élues pour faire progresser l'agenda des femmes, notamment la difficulté à transcender la ligne du parti politique. En outre, la capacité économique des femmes limitées pour financer leur candidature ou le fonctionnement de leur parti est une contrainte à leur position sur les listes électorales, tandis que d'autres barrières dans la sphère privée posent également des obstacles à leur élection (charge du travail domestique et manque de temps, persistance de la réticence des femmes à entrer dans la vie politique/publique).

Droits de l'homme

La présente action repose sur l'approche fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'Homme. L'approche basée sur les droits de l'homme sera appliquée dans tous les phases du cycle du projet en mettant des garanties la mise en oeuvre des droits humains et les principes de l'universalité, l'inaliénabilité, l'indivisibilité, l'interdépendance et le respect des principes d'égalité, de non-discrimination, de transparence, de redevabilité, etc. Les principes de « ne pas nuire » (« do no harm ») et « ne laisser personne pour compte » (« leaving no one behind ») seront également pris en compte. Les trois volets de l'action promeuvent cette approche par les actions envisagées (renforcement de capacités) et les acteurs ciblés: les détenteurs de droits sont en l'espèce les citoyens (dont les femmes et les jeunes), les membres des OSC, des médias, les acteurs politiques. En matière de droits de

⁸ European Union, European Commission (2020), Joint Communication to the European Parliament and the Council: "EU Gender Action Plan (GAP III) – an Ambitious Agenda for Gender Equality and Women's Empowerment in EU External Action"

l'Homme, le suivi de leur respect, notamment pendant les différentes phases du processus électoral de 2025 et pendant la période post-électorale devra faire l'objet d'une attention particulière. En outre, des initiatives ciblées pourront être mises en oeuvre pendant la durée du projet, devant inclure, entre autres, un mécanisme d'observation et d'alerte sur les atteintes aux droits humains, y compris pour les incidents pré- et post-électorales.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que la participation à cette action par les personnes vivant avec handicap sera promue, à la fois en tant que bénéficiaires (participation aux sessions de sensibilisation et de formation, etc.) qu'à leur contribution directe à la réalisation des activités (conduite des formations, animation des ateliers de sensibilisation, etc.). L'égalité du droit à participation à la vie politique et au vote pour les personnes vivant avec handicap est clairement mentionnée par les lois internationales et la loi nationale, et le Burundi a signé la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Cependant, les textes ne sont pas intégralement mis en oeuvre. Cette action est parfaitement alignée avec la Stratégie de l'Union européenne en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030. Il s'agit d'une action inclusive qui prend en compte, dès la phase de formulation, les droits des personnes handicapées. Les associations et fédérations burundaises des personnes handicapées, y compris la Fédération des Femmes Burundaises Handicapées, ont été et seront impliquées tout au long du cycle d'intervention. Par ailleurs, des modalités pratiques seront adaptées aux besoins spécifiques des personnes handicapées pour leur permettre, notamment, d'avoir accès au bureau de vote le jour du scrutin.

Démocratie

La démocratisation, la promotion des droits humains et la bonne gouvernance sont au coeur de cette action. Elle répond aussi aux objectifs de la communication conjointe du Parlement et du Conseil de l'UE « Vers une stratégie globale avec l'Afrique ». L'action va appuyer le renforcement de l'état de droit et des processus démocratiques, soutenir le processus électoral, le renforcement du rôle de la société civile dans le processus démocratique, l'éducation civique et électorale, la liberté et le pluralisme des médias au Burundi. L'UE peut ainsi promouvoir le respect des libertés fondamentales et des valeurs démocratiques, conformément aux traités qui la fondent.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'éducation à la non-violence et à la gestion des conflits sera au coeur de cette action qui vise, notamment, à former la jeunesse à la citoyenneté responsable. La résolution des conflits et la promotion de la paix seront également favorisées par les messages de sensibilisation aux élections, la lutte contre la désinformation ainsi que la lutte contre les messages de haine. Toutes les activités seront construites sur base d'une analyse sensible au conflit et dans le respect du principe de « ne pas nuire », en s'assurant que le développement des activités ne va pas provoquer de nouveaux conflits ou une intensification de tensions et conflits déjà existants.

Réduction des risques de catastrophes

Une condition importante pour la réduction des risques de catastrophes (inondations, glissements de terrain, etc.) est que les gouvernements locaux qui sont en fonction soient légitimes et redevables dans la gestion du territoire. Les scrutins locaux de 2025 devraient permettre d'avoir des autorités locales légitimes et redevables envers leurs administrés et engagés en vue de réduction des risques de catastrophes.

Autres considérations, le cas échéant

L'action devra veiller à ce que les orientations prioritaires en lien avec l'organisation des élections se retrouvent bien dans la loi de finances, ce qui pourrait impliquer un dialogue régulier avec les ministres du budget et des finances, mais aussi avec les assemblées parlementaires. Elle s'inscrira plus largement dans la lutte contre la corruption et l'impunité.

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation

Organisation d'élections avec le retrait des partis et acteurs politiques de l'opposition	Risque 1	H	H	Encourager les mécanismes de dialogue existants et l'organisation de consultations régulières. Réorientation des activités d'assistance électorale vers d'autres sujets spécifiques liés à la démocratisation, à l'état de droit et aux droits humains.
Manque de volonté politique ou de capacité technique pour organiser les élections en 2025	Risque 2	M	M	Encourager et maintenir un dialogue politique avec tous les acteurs impliqués dans le processus. Plaidoyer renforcé de la communauté internationale, sous impulsion de l'UE, auprès des autorités burundaises. Mise à la disposition de la CENI d'une expertise technique afin d'appuyer la planification et la mise en oeuvre des opérations
Contrôle renforcé des OSC limitant leur capacité d'action dans le processus électoral.	Risque 3	H	H	Plaidoyer renforcé de la communauté internationale auprès des autorités burundaises. Choix stratégique de partenaires nationaux/locaux. En l'absence d'accréditation, les missions d'observation citoyenne ont un plan B qui permet de maintenir un rôle de veille démocratie/droits humains et/ou de prévention de la violence électorale.
Mise en œuvre des obligations concernant le recrutement ethnique.	Risque 4	H	H	Plaidoyer renforcé de la communauté internationale auprès des autorités burundaises. Choix stratégique de partenaires nationaux/locaux.
Manque de planification pour les opérations d'observation citoyenne	Risque 5	M	M	Mise en œuvre par un organisme spécialisé dans le soutien à la démocratie avec parmi ses missions l'appui aux différents plans (plan stratégique, opérationnel, de déploiement des observateurs, de paiement des frais aux observateurs).
Manque de coordination ou de représentativité des plates-formes d'observations citoyennes	Risque 6	M	M	L'assistance technique par un organisme spécialisé implique la DUE dans le dialogue avec les OSC pour encourager la coordination et le reporting ou les déclarations communes.

				Des objectifs quantitatifs sont fixés aux OSC en charge de l'observation citoyenne en matière de représentativité et d'inclusivité (en particulier des femmes et des jeunes). Des objectifs sont fixés à l'organisme spécialisé en matière de capacitation des OSC locales.
La coordination entre partenaires de financement et partenaires techniques est défailante.	Risque 7	M	M	En plus du comité technique de suivi du programme, facilité par l'assistance technique, et présidé par la DUE, un Comité de coordination et consultation sera créé, bénéficiant lui aussi du soutien de l'assistance technique, regroupant les autres partenaires, notamment l'ambassade des Pays-Bas et la coopération Suisse, et les autres partenaires.

Enseignements tirés:

L'expérience passée a mené l'UE à choisir une approche plus prudente dans la formulation de ses appuis respectifs aux élections au Burundi. Pour rappel, l'appui européen aux dernières élections de 2020 s'est mis en place non sans difficulté. À la suite du choix des autorités burundaises de ne plus collaborer avec ses partenaires historiques d'appui au cycle électoral, notamment l'ONU et l'UE, l'appui européen s'est principalement concentré sur le renforcement du rôle la société civile dans le processus démocratique. Ainsi, en s'appuyant sur des moyens budgétaires issus à la fois du fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH), l'UE a développé, selon une perspective de long terme, trois actions principales au profit de la société civile et avec un certain succès: (i) le soutien à l'observation électorale citoyenne; (ii) l'appui aux partis politiques et aux médias; (iii) l'appui à la participation des femmes et des jeunes à la vie politique ; (iv) la prévention de la violence électorale. Si l'ensemble de ces projets a pu être mis en oeuvre sans trop de difficultés malgré les relations presque inexistantes entre l'UE et les autorités burundaises, certains partenaires de mise en oeuvre ont toutefois rencontré, ponctuellement, des limites à leurs actions du fait que l'UE soit le bailleur de fonds. Les capitalisations des différents projets d'appuis européens au processus électoral, réalisées entre 2019 et 2021, ont souligné la nécessité pour l'UE: (i) d'adopter une approche prudente, la moins intrusive possible au regard de la thématique ici visée, les élections, et du retour en force de la notion de souveraineté nationale; (ii) d'apporter, partout où elle le peut, son soutien au développement de la capacité et de la crédibilité des groupes d'observateurs nationaux non partisans en mettant plus particulièrement l'accent sur l'utilisation par ces groupes d'une méthodologie exhaustive et à long terme ainsi qu'à l'utilisation des normes internationales dans leurs évaluations et leurs rapports; (iii) d'associer les bénéficiaires directs au plus près de l'analyse des problématiques, de la définition des solutions et de la priorisation des activités de manière à assurer une pleine appropriation qui a pu faire défaut par le passé. Les choix de point d'entrée et de mode de contractualisation pour ce projet font partie de la stratégie de mitigation des risques. Le choix des partenaires de mise en oeuvre sera aussi primordial. Aussi, il semble essentiel que nous puissions diversifier les partenaires selon les axes d'interventions retenus et s'appuyer, pour les acteurs internationaux, de préférence sur des organisations présentes au Burundi. Dans un souci de cohérence méthodologique et de bonne coordination de l'action, des synergies d'activités pourraient être mises en place entre les différents projets mais aussi entre les différents partenaires techniques et financiers. Le fait d'intervenir bien en amont des élections vise aussi à atténuer les risques liés à ce projet (d'où l'importance d'un démarrage aussitôt que possible en 2024). Encourager et maintenir le dialogue politique avec le gouvernement burundais et tous les acteurs impliqués dans le processus (notamment le Parlement, les acteurs politiques et les OSC) est un autre élément stratégique important. Le travail en consortium entre organisations internationales et OSC locales a démontré son utilité pour renforcer certaines OSC locales qui n'ont pas toutes les expériences et les capacités de gérer des fonds importants des Partenaires au Développement (PaD) du Burundi. Le nouveau programme devra travailler en priorité avec des OSC établies officiellement au Burundi. Les questions de la participation des jeunes, des personnes vivant avec handicap et des femmes seront ciblés dans les futurs projets.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est de contribuer à l'organisation d'élections crédibles, transparentes, inclusives et apaisées au Burundi, ce qui se décline à travers une série d'objectifs spécifiques. L'action se base sur les recommandations de l'évaluation finale du programme de renforcement de la culture démocratique et de l'état de droit (2019-2021).

SI le Gouvernement du Burundi s'engage à prendre les mesures requises pour remplir ses obligations relatives à l'organisation d'élections démocratiques, crédibles, transparentes et inclusives et à protéger les droits et les libertés fondamentales; s'il y a un renforcement des capacités des organes qui ont des compétences en matière électorale (CENI, CNC, CNIDH, Ombudsman, Cour constitutionnelle, Cour suprême); si le cadre légal qui régit l'organisation des élections est amélioré et l'ensemble des dispositions, mises en place par la CENI, ne constituent pas des entraves à la liberté d'observer tous les aspects du processus électoral en tout endroit et à tout moment; si l'observation citoyenne est organisée de manière à renforcer significativement la transparence du processus électoral ainsi que la confiance du public dans son intégrité; s'il y a un dialogue entre les citoyens et les gouvernants au niveau national et local; si la capacité des citoyens et des acteurs intermédiaires (OSC, syndicats, églises, médias, etc.) est renforcée pour créer des fora, des réseaux et des coalitions; si les OSC et les médias s'engagent dans une approche déontologique respectant les principes de transparence, redevabilité et non-discrimination; si la participation citoyenne et l'implication des jeunes et des femmes est améliorée au niveau national et local, tenant compte du contexte historique et social du Burundi; et si l'accès des citoyens à une information de qualité, non discriminatoire, neutre est renforcée;

ALORS, les principes de transparence, non-discrimination, redevabilité et participation seront mieux intégrés dans les institutions du Burundi et dans l'organisation des élections de 2025 et l'action publique dans les secteurs d'importance pour la coopération UE sera plus efficace et efficiente.

L'action a été conçue pour permettre de renforcer le dialogue politique de l'Équipe Europe au Burundi. Elle est complémentaire au programme de l'Union européenne d'appui au secteur de la justice qui va contribuer à renforcer les capacités de la Cour constitutionnelle et de la Cour suprême, deux des cinq institutions qui ont compétence en matière électorale, et au projet «*Foundations for inclusive and peaceful politics in Burundi- towards 2025 elections*» (2022-2027) financé par l'Ambassade des Pays Bas et mis en œuvre par le Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD) et le Burundi Leadership Training Programme, et au programme régional de la Coopération suisse d'appui aux médias. En particulier, la stratégie de l'action est fondée sur une approche multidimensionnelle et vise à soutenir à la fois les organes et les institutions étatiques, les organisations de la société civile et les médias, en vue de faciliter l'organisation d'élections crédibles, inclusives, et apaisées.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs / valeurs de référence / valeurs cibles / source de données – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Renforcer la gouvernance démocratique et l'état de droit pour des élections crédibles et apaisées	1. Indice Ibrahim pour la gouvernance en Afrique 2. Score selon l'index «Démocratie électorale» développé par V-Dem. 3. Taux de participation lors des élections (ventilé par sexe, âge générationnel, type de handicap) 4. Classement Reporters sans Frontières	1 40.4/100 (2021) 2 0.17 (2020) 3 87,71 % soit 4.484.928 votants (2020) 4 107/220 (2022)	1 À définir (2027) 2 0.3 (2027) 3 Amélioration (2025) 4 Amélioration (2025)	1. Rapport Fondation Mo Ibrahim 2. Site V-Dem. Rapports/évaluations des organisations internationales et régionales. 3. Rapports de la CENI et de l'observation citoyenne. 4. Rapport de Reporters sans Frontières	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	1. Accroître la participation citoyenne, en particulier des femmes et des jeunes, dans le suivi du processus électoral de 2025, et aux processus démocratiques et politiques.	1.1 Nombre d'OSC appuyées par l'action afin de renforcer leur rôle dans l'appui à la participation des citoyens en matière d'éducation civique et électorale. 1.2 Taux de participation lors des élections de 2025 (H/F, par catégories d'âge), ainsi que des personnes vivant avec un handicap et des déplacés internes (IDP) et retournés 1.3 Nombre de jeunes (désagrégation) ayant participé à une activité de sensibilisation grâce au soutien de l'UE (H/F/-35 ans) 1.4 Nombre de femmes candidates et de jeunes candidats aux élections (par type de scrutin)	1.1 0 (2022) 1.2 87,71% 1.3 0 (2022) 1.4 Pas disponible ⁹ (2020) 1.5 L'observation citoyenne des élections de 2020 n'a pas couvert toutes les provinces et n'a pas été de qualité.	1.1 À définir 1.2 Amélioration 1.3 À définir (2027) 1.4 À définir (2027) 1.5 Amélioration	1.1 Rapport de la CENI et rapports des OSC impliquées dans l'action. 1.2 Rapports de l'action, Rapport de la CENI 1.3 Rapports de l'action 1.4 Rapport de la CENI et rapports de l'action 1.5 Rapports des OSC, Rapports de la CENI, Rapports de la CNIDH	Absence de conflits majeurs permettant la tenue pacifique des élections dans l'ensemble du Burundi. Les autorités burundaises n'introduiront pas de mesures supplémentaires de contrôle et/ou réduisant l'indépendance et de la société civile.

⁹ Les données concernant les résultats des élections de 2020 n'ont pas été désagrégées par sexe et par âge générationnel.

Effet direct 2	2. Renforcer les capacités institutionnelles des organes de gestion des élections pour l'amélioration de la qualité de l'organisation des élections au regard des standards internationaux	2.1 Nombre de personnes bénéficiaires au sein de la CENI, de la CNIDH et de l'Ombudsman d'actions de renforcement de capacités et ayant acquis avec le soutien de l'UE de nouvelles compétences pour l'organisation d'élections (H/F et âge)	2.1 0 (2022)	2.1 À définir	2.1 Rapports de l'action	Collaboration effective avec la CENI
		2.2 Statut du fichier des électeurs mis à jour avec le soutien de l'UE	2.2 0 (2022)			
		2.3 Statut d'une cartographie électorale mise en place avec le soutien de l'UE	2.3 0 (2022)	2.2 À définir	2.2 Calendrier électoral et rapports CENI et OSC.	Ouverture au dialogue effectif entre les autorités et la société civile sur les sujets concernant la gouvernance.
		2.4 Nombre d'accréditations délivrées par la CENI aux observateurs nationaux selon les délais prévus par la loi désagrégée par sexe, âge	2.4 40 (2020)			
		2.5 Nombre de femmes participant aux élections de 2025	2.5 2,201,000 soit 52,45% des votants (2020)	2.3 À définir (2025)	2.3 Rapports de la CENI et de l'action	2.4, 2.5, 2.6, 2.7 Rapports de la CENI et de l'action
		2.6 Nombre de votes invalides	2.6 2.05% (2020)			
		2.7 Mise à jour du Code électoral	2.7 0 (2022)	2.4 À définir	2.5 Amélioration	
Effet direct 3	3. Appuyer les partis politiques afin qu'ils soient mieux structurés, plus redevables, inclusifs et responsabilisés.	3.1 Niveau de la gouvernance démocratique interne aux partis politiques, y compris en termes d'inclusivité des femmes et des jeunes, et de leurs capacités programmatiques.	3.1 0 Nombre programmes électoraux produits et de femmes/jeunes impliqués (2020)	3.1 Amélioration (2025)	3.1, 3.2, 3.3, 3.4 Rapports de l'action et rapports des OSC	Soutien du Ministère de l'intérieur aux activités du programme
		3.2 Niveau de participation des différentes forces politiques dans les différentes circonscriptions électorales (provinces et communes).	3.2 CNDD-FDD (18 provinces et 119 collines) CNL(18 provinces et 119 collines) FNL (16 provinces et 116 collines) FRODEBU NYAKURI (13 provinces, 22 collines)			
				3.2 Amélioration de la présence des partis politiques qui n'ont pas couverts toutes les provinces et collines lors des élections de 2020 (2027)		Proactivité des partis politiques/candidats indépendants dans les activités de surveillances électorale
				3.3 À définir		

		<p>3.3 Nombre de programmes électoraux produits et de femmes/jeunes impliqués activement dans le processus électoral</p> <p>3.4 Nombre de partis politiques appuyés dans leurs actions programmatiques avec le soutien de l'UE</p>	<p>SAHWANYA FRODEBU (17 provinces, 47 collines) UPRONA (18 provinces, 119 collines) APDR (7 provinces et 5 collines) (2020) 3.3 0 (2020) 3.4 9 (2020)</p>			
				3.4 20 (2025)		
Effet 4	4. Renforcer les capacités des médias pour assurer une couverture équilibrée et impartiale des élections et une participation équitable au processus électoral de tous les candidats et partis politiques.	4.1 Nombre de journalistes, ventilé par sexe, âge, appuyés par l'action à couvrir des sujets de gouvernance de manière professionnelle et éthique.	4.1 0 (2022)	4.1 30 (2025)	4.1 Rapports de l'action	Les autorités burundaises n'empêchent les activités de médias dans la couverture du scrutin électoral
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 Les OSC et en particulier les organisations des femmes et des jeunes ainsi que des personnes vivant avec handicap et des déplacés internes (IDP) et retournés, sont renforcées pour leur participation active aux processus démocratiques et politiques.	<p>1.1.1 Nombre d'acteurs de la société civile formés et ayant acquis de nouvelles compétences avec l'appui de l'UE (désagréé par genre, âge, province).</p> <p>1.1.2 Nombre d'OSC appuyées par l'action pour produire, publier et diffuser les outils et supports d'éducation civique et électorale.</p> <p>1.1.3 Nombre de rapports d'observation nationale du processus électoral de qualité et cohérents méthodologiquement réalisés avec l'appui de l'UE.</p> <p>1.1.4 Nombre d'activités de sensibilisation organisées et de supports de sensibilisation</p>	<p>1.1.1 0 (2022) 1.1.2 0 (2022) 1.1.3 0 (2022) 1.1.4 À définir</p>	<p>1.1.1 À définir 1.1.2 20 (2025) 1.1.3 20 (2025) 1.1.4 À définir</p>	<p>1.1.1 Rapports de l'action 1.1.2 Rapports de l'action 1.1.3 Rapports de l'action, Rapports des OSC 1.1.4 Rapports de l'action</p>	<p>Volonté de la société civile de s'impliquer dans des activités d'éducation civique et électorale.</p> <p>Ouverture au dialogue effectif entre les autorités et la société civile sur les sujets concernant la gouvernance (locale et nationale)</p>

		réalisé avec le soutien de l'UE et visant spécifiquement les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap et les déplacés internes (IDP) et retournés et nombre de participants (HF et âges)				
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 La confiance de l'opinion publique burundaise dans les processus électoraux et démocratiques, y compris en contribuant à prévenir la fraude, est renforcée, notamment au moyen de l'observation électorale nationale.	<p>1.2.1 Nombre d'observateurs électoraux nationaux formés avec le soutien de l'UE, accrédités et qui ont libre accès à toutes les étapes du processus électoral (mise à jour du fichier électoral, campagne, vote, traitement des résultats, contentieux). (désagré par sexe et par âge)</p> <p>1.2.2 Nombre des activités d'éducation civique et électorale organisées avec le soutien de l'UE.</p> <p>1.2.3 Nombre des rapports produits et publiés par la société civile concernant le processus démocratique avec le soutien de l'UE. (inclus : l'analyse de l'enregistrement des électeurs, des leçons apprises, du suivi des recommandations).</p> <p>1.2.4 Planification des missions d'observation citoyenne : Nombre de plans : plan stratégique, plan opérationnel, plan de déploiement, plan de paiement des indemnités des observateurs, plan de remontée des formulaires d'observation, stratégie d'égalité homme-femme des observateurs.</p>	<p>1.2.1 3800 (2020)</p> <p>1.2.2 0 (2022)</p> <p>1.2.3 0</p> <p>1.2.4</p> <p>1.2.5 0 (2020)</p>	<p>1.2.1 5000 (2025)</p> <p>1.2.2 À définir</p> <p>1.2.3 10 (2025)</p> <p>1.2.4</p> <p>1.2.5 Amélioration (2025)</p>	<p>1.2.1 Rapports d'observation électorale</p> <p>1.2.2 Rapports d'observation électorale.</p> <p>1.2.3 Rapports de l'action</p> <p>1.2.4 Rapports des OSC</p> <p>1.2.5 Rapports de l'action</p>	<p>Possibilité pour la société civile de s'impliquer dans des activités d'observation électorale.</p> <p>Proactivité de la société civile dans les activités d'observation électorale.</p>
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 La prévention et la gestion des conflits électoraux est appuyée.	1.3 Nombre d'incidents, VBG rapportés par les observateurs lors des élections	1.3 À définir (2020)	1.3 À définir (2025)	1.3 Rapports des OSC et de l'action	Possibilité pour les partis politiques/candidats indépendants de s'impliquer dans des activités de surveillance électorale
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 Les capacités de la CENI sont renforcées grâce à une assistance technique accompagnant la conduite d'opérations	2.1.1 Nombre de personnes au sein de la CENI ayant bénéficiées d'actions de renforcement de capacités et ayant acquis avec le soutien de l'UE	<p>2.1.1 0 (2020)</p> <p>2.1.2 À définir</p>	<p>2.1.1 À définir</p> <p>2.1.2 1 À définir</p>	<p>2.1.1 Rapports de l'action</p> <p>2.1.2 Rapports de l'action</p>	Collaboration effective entre la CENI, les acteurs politiques

	électorales de façon impartiale, indépendante, professionnalisée et continue tout le long du cycle électoral	de nouvelles compétences pour l'organisation d'élections (H/F) 2.1.2 Statut du fichier des électeurs mis à jour et sécurisé avec le soutien de l'UE 2.1.3 Tenue d'exercice de leçons apprises post électorales, en partenariat avec la société civile (nombre de séances de dialogue post électoral CENI – société civile)				
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.1 La CNIDH est formée aux enjeux techniques d'un processus électoral et elle est mieux outillée pour remplir son rôle d'enquête, d'étude et de monitoring des droits de l'homme et de l'égalité de genre, dans le cadre du processus électoral.	2.2.1 Nombre de membres de la CNIDH et personnels formés et ayant acquis de nouvelles compétences sur les aspects pertinents du processus électoral avec l'appui de l'UE (H/F)	2.2.1 0 (2020)	2.2.1 À définir (2025)	2.2.1 Rapports de l'action, modules de formation, rapports des OSC, Rapport annuel de la CNIDH	Indépendance de la CNIDH
Produit 1 lié à l'effet direct 3	3.1 La participation des partis politiques, avec un focus sur les jeunes et les femmes, dans la gouvernance démocratique au Burundi sont renforcées.	3.1.1 Code de conduite des partis politiques	3.1.1 0 (2022)	3.1.1 1 (2025)	3.1.1 Rapports de l'action	Proactivité des partis politiques
Produit 1 lié à l'effet direct 4	4.1 Les capacités du secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste et indépendant, y compris en période d'élections, sont renforcées.	4.1.1 Taux d'accessibilité au grand public et aux acteurs clé d'informations ponctuelles et impartiales concernant le processus électoral 4.1.2 Nombre de médias capables de réaliser régulièrement leurs activités de reportage et production grâce à l'appui technique et financier de l'UE	4.1.1 0 (2022) 4.1.2 0 (2022)	4.1.1 À définir (2027) 4.1.2 À définir (2025)	4.1.1, 4.1.2 Étude d'auditoire des médias burundais, Rapports de l'action, couverture médiatique	Soutien du Ministère de la Communication
	4.2 Les capacités du CNC sont renforcées afin de garantir un environnement des médias libre, pluraliste, indépendant et propice à la cohésion sociale	4.2.1 Nombre de personnes bénéficiaires au sein de la CENI, de la CNIDH et de l'Ombudsman d'actions de renforcement de capacités et ayant acquis avec le soutien de l'UE de nouvelles compétences pour l'organisation d'élections (H/F et âge)	4.2.1 0 (2020)	4.2.1 À définir (2025)	4.2.1 Rapports du programme 4.2.2, 4.2.3, 4.2.4 Rapport annuel du CNC	Collaboration effective entre le CNC et la société civile

	4.2.2 Nombres de médias agréés au sein du CNC			4.2.5 Rapports du programme	
	4.2.3 Nombre de plaintes traitées par le service de plaintes du CNC	4.2.2 236 (2022)			
	4.2.4 Mise en oeuvre effective d'un suivi/d'une couverture du processus électoral, dans un environnement libre, par des media pluralistes et professionnels.	4.2.3 10 dossiers traités pendant 2019-2022	4.2.2 316 (2027)		
		4.2.4 0 (2022)	4.2.3 500 dossiers (2027)		
	4.2.5 Nombre de débats appuyés par l'action sur les questions liées à la liberté de la presse et au processus électoral avec le soutien de l'UE		4.2.4 Amélioration		
	4.2.6 Nombre des articles de presse montrant une bonne connaissance du processus électoral	4.2.5 0 (2020)	4.2.5 6 (2025)		
		4.2.6 0 (2020)	4.2.6 36 (2025)		

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Gouvernement du Burundi

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

4.4.1.1 Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la subvention

Les subventions à des organisations non gouvernementales spécialisées auront pour objet de contribuer aux objectifs spécifiques OS1, OS2 et OS3. Les résultats attendus seront :

1.1 Les OSC et en particulier les organisations des femmes et des jeunes ainsi que des personnes vivant avec handicap et des déplacés internes (IDP) et retournés, sont renforcées pour leur participation active aux processus démocratiques et politiques

1.2 La confiance de l'opinion publique burundaise dans les processus électoraux et démocratiques, y compris en contribuant à prévenir la fraude, est renforcée, notamment au moyen de l'observation électorale nationale..

1.3 La prévention et la gestion des conflits électoraux est appuyée.

2.1 Les capacités de la CENI sont renforcées grâce à une assistance technique accompagnant la conduite d'opérations électorales de façon impartiale, indépendante, professionnalisée et continue tout le long du cycle électoral.

2.2 La CNIDH est formée aux enjeux techniques d'un processus électoral et elle est mieux outillée pour remplir son rôle d'enquête, d'étude et de monitoring des droits de l'homme et de l'égalité de genre, dans le cadre du processus électoral.

3.1 La participation des partis politiques, avec un focus sur les jeunes et les femmes, dans la gouvernance démocratique au Burundi sont renforcées.

b) Type de demandeurs visés

¹⁰ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

Le type de demandeur seront des ONGs ou entités publiques spécialisées au niveau international dans l'assistance électorale, l'appui aux partis politiques, lutte contre l'impunité.

4.4.1.2 Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la subvention

La subvention à des organisations non gouvernementales spécialisées auront pour objet de contribuer aux objectifs spécifiques OS4. Les résultats attendus seront :

1.1 Les capacités du secteur des médias pour promouvoir un environnement libre, pluraliste et indépendant, y compris en période d'élections, sont renforcées.

1.2 Les capacités du CNC sont renforcées afin de garantir un environnement des médias libre, pluraliste, indépendant et propice à la cohésion sociale.

b) Type de demandeurs visés

Le type de demandeur seront des ONGs ou entités publiques spécialisées au niveau international dans l'appui aux médias.

4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Si le mode de mise en oeuvre prévu au point 4.4.1 ci-dessus ne pouvait être utilisé pour des raisons hors du contrôle de la Commission, le mode de mise en oeuvre alternatif qui pourrait être utilisé est la gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: légitimité liée à son statut international (absence de conflit d'intérêts); expérience dans l'appui aux processus électoraux à niveau international ; connaissance du contexte; capacité à intervenir rapidement.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Appui budgétaire — cf. section	S.O.
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Objectif 1 Accroître la participation citoyenne, en particulier des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec handicap, dans le suivi du processus électoral de 2025, et aux processus démocratiques et politiques	1 400 000

Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	
Objectif 2 Renforcer les capacités institutionnelles des organes de gestion des élections pour l'amélioration de la qualité de l'organisation des élections au regard des standards internationaux	1 500 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 500 000
Objectif 3 Appuyer les partis politiques afin qu'ils soient mieux structurés, plus redevables, inclusifs et responsabilisés	1 000 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000
Objectif 4 Renforcer les capacités des médias pour assurer une couverture équilibrée et impartiale des élections et une participation équitable au processus électoral de tous les candidats et partis politiques.	1 000 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	4 900 000
Evaluation – cf. section 5.2	50 000
Audit – cf. section 5.3	50 000
Totaux	5 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

L'assistance technique démocratie/élections est incluse dans la subvention à un organisme spécialisé. La mise en oeuvre de toutes les activités prévues pour atteindre les 4 objectifs spécifiques sera confiée à plusieurs organisations non gouvernementales au moyen de subventions qui incluront toutes les activités prévues. L'action est coordonnée par un comité technique présidé par la Délégation et facilité par l'assistance technique démocratie/élections.

L'assistance technique sera chargée de la création d'un Comité de coordination et consultation, qui constitue un cadre de dialogue entre les parties prenantes, pour assurer une gouvernance cohérente et coordonnée de l'action avec les activités des autres projets de soutien à la démocratie. Il est composé de la Délégation de l'Union européenne, des représentants de l'Ambassade des Pays Bas et de la Coopération Suisse, des représentants de la société civile et des organisations en charge de la mise en oeuvre.

La participation au comité de consultation pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour, en particulier aux représentants de la société civile et du secteur privé. Le Comité de consultation permettra de faire le suivi des activités prévues dans le cadre de l'action. Il se réunit en principe quatre fois par an. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union européenne, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en oeuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en oeuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en oeuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en oeuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en oeuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Les organisations titulaires des conventions décrites au point 4.3 ci-dessus seront responsables de la collecte des données relatives aux indicateurs. Les lignes de bases sont indiquées dans le présent document d'action; si elles doivent être complétées, les organisations titulaires en seront responsables et devront s'en acquitter au plus tard au moment de la signature.

Les organisations titulaires des conventions pourront dépendre, pour alimenter les indicateurs, de données administratives générées par les autorités en charge des élections. La Délégation collaborera avec elles pour demander, à travers le comité de consultation, leur mise à disposition. La disponibilité de données électorales fiables fait partie des objectifs mêmes de cette action. La crédibilité des opérateurs choisis pour être titulaires des conventions décrites au point 4.3 ci-dessus sera un élément déterminant pour assurer la participation active et significative des parties prenantes. Le dialogue politique mené par l'Union Européenne sur l'importance du processus électoral de 2025 y contribuera également.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale pourra être effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission, éventuellement à travers une mission conjointe avec un ou plusieurs Etats membres de l'UE dans le contexte de l'approche Equipe Europe. Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que l'appui à des processus électoraux transparents, crédibles et inclusifs est un pilier de l'action de l'UE en faveur de la gouvernance politique dans les pays bénéficiaires.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins trois mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Dans ces cas, une expertise sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes sera assurée dans les équipes d'évaluation.

Les rapports d'évaluation seront communiqués aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus, le cas échéant au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics

concernés, notamment en utilisant l’emblème de l’UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.¹¹

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l’exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

¹¹ [communicating-and-raising-eu-visibility-guidance-for-external-actions-july-2022_fr.pdf \(europa.eu\)](#)

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme suit :

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Gestion directe (subventions) avec une ONG, Fondation / un consortium d'ONG
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Gestion directe (subventions) avec une ONG / un consortium d'ONG